

LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI^e)

Abonnement Trimestriel : France : 10 fr. — Etranger : 15 fr.

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

2^e ANNÉE | N° 19 |

15 FÉVRIER 1925

| PRIX : 2 FR.

NOUVELLES DE LA QUINZAINE

CONTRE LA PRESSE. — Il ne suffit pas de la censure à laquelle on soumet en Espagne les journaux. La presse est de plus en plus opprimée. L'out dernièrement, les autorités du Directoire ont suspendu, pour quinze jours, le Diari de Mataró; pour un mois le Heraldo de Gerona et pour un temps indéfini El Pensamiento Navarro de Pampelune. Ces trois journaux soutiennent tous des idées plus ou moins décentralisatrices.

CONTRE LA LIBERTÉ D'OPINION. — Il n'y a pas qu'Unamuno que l'on poursuive et que l'on dépouille de sa chaire à l'Université. M. Pablo Monera, professeur de Droit canonique à l'Université de Saragosse, si connu par ses idées de droite, donna naguère une conférence dans un cercle de la capitale aragonaise et comme il fit allusion à la situation politique, qu'il osa censurer, on a ouvert une instruction contre lui. On demande même sa révocation de professeur.

PROCEDES INQUISITORIAUX. — Depuis trois mois est emprisonné et privé de communications à la forteresse de Montjuic, l'ancien surveillant de prisons et directeur du bagne de Figueras, M. Artigas, qui se distingua par sa bienveillance et son humanité envers tous les prisonniers et spécialement envers ceux qui étaient arrêtés pour des causes politiques ou sociales, sans toutefois s'écarter jamais au règlement des prisons. M. Artigas a été arrêté sous l'inculpation inraisonnable de complicité avec certains prisonniers de Figueras, qui, prétend-on, auraient préparé un coup révolutionnaire. Ce qui est certain, c'est que M. Artigas s'était toujours refusé à livrer ses prisonniers pour qu'ils fussent massacrés dans les rues de Barcelone par les sbires de feu le général Artigui, lorsque celui-ci était le chef de agents du général Martínez Anido.

LES MOUSQUETAIRES DU DIRECTOIRE. — Le gouvernement espagnol subventionne un certain Camilo Boix qui signe ses articles du pseudonyme de Léon Roch, pour qu'il fasse paraître à Barcelone un journal du soir intitulé Espana Nueva. Le premier chèque touché par ce nouvel agent du Directoire était signé, paraît-il, par Primo de Rivera lui-même. Ce Camilo Boix a été pendant la guerre un espion allemand; c'est lui qui, d'accord avec Bravo Portillo, l'ancien chef de la police espagnole à Barcelone, annonça le départ du bateau français Provence qui fut torpillé par un sous-marin allemand. Comme peuvent l'attester les dossiers de la Préfecture de la Seine, Camilo Boix fut capturé par le capitaine Bouchardon. Il fit un séjour à la Santé et fut sur le point d'être condamné à mort. Il ne fut libéré que grâce aux démarches du chef des radicaux-espagnolistes, M. Lerroix.

LES POURSUITES CONTRE BLASCO IBANEZ CONTINUENT. — Nous lisons dans le Quotidien : « Les autorités du Directoire ont pris des mesures de rigueur contre les amis de M. Blasco Ibanez, qui, on le sait, fut plusieurs fois député républicain de Valence. Dès le début de sa campagne contre la dictature, elles ont tâché de faire le silence sur lui en empêchant même que les journaux ne parlent de son œuvre littéraire. Elles prescrivirent l'enlèvement d'une plaque qui attribuait son nom à une rue de Valence. Cet enlèvement eut lieu à trois heures du matin et un étalage de forces inouï fut employé comme si la ville avait été en état de siège. Ces jours derniers, à l'occasion du décès de Mme Blasco Ibanez, qui habitait Valence avec ses enfants, la ville a marqué spontanément ses sentiments de sympathie et d'attachement à l'illustre écrivain. Le défilé, qui commença à 11 heures du matin, ne se termina qu'à 1 h. 30 de l'après-midi. Toute la cité y participa. Par une singulière coïncidence, cette démonstration avait lieu le 23 janvier, le jour même où, à Madrid, on manifestait pour le roi. Le lendemain, la censure empêcha les journaux de parler de la démonstration de Valence. »

LA CATALOGNE ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS. — La Commission des Minorités de l'Union Internationale des Associations pour la Société des Nations qui s'est réunie à Bruxelles le 10 courant, a pris connaissance du mémoire sur la minorité catalane, présenté à la Société des Nations par les représentants de cette Minorité.

LA RÉORGANISATION DU TERRORISME. — Un grand journal parisien donnait ces jours-ci l'information suivante : « Notre correspondant de Barcelone nous écrit : D'après certains bruits, les autorités locales constitueraient plusieurs groupements ouvriers analogues à ceux qu'organisa naguère le général Martínez Anido et connus sous le nom de syndicaux libres. Le rôle de ces groupements serait de lutter contre les patrons ou ouvriers de tendances catalanistes. On cite le nom d'un officier de la section des conflits sociaux à la capitainerie générale de Barcelone, ancien agent électoral de M. Lerroix, comme chef de cette organisation. » Si cette information est vraie on va se trouver de nouveau, à Barcelone, en présence de bandes de pistoleros. Le signalement du chef de cette réorganisation du terrorisme, défenseur, cette fois-ci, de l'espagnolisme forcené, coïncide avec celui d'un certain capitaine nommé Lasarte, bien connu à Barcelone.

LE BILAN D'UNE TYRANNIE

Fêtes royales à Madrid, voyage de Primo en Catalogne, discours du dictateur, voilà des manifestations longuement préparées afin de faire savoir au monde que le Directoire demeure, qu'il s'octroie un nouveau délai de dix-huit mois, et qu'il se trouve à tel point satisfait de lui-même qu'il est bien décidé à ne pas changer de méthode. Aussitôt Kaissouh donne une paire de claques à Primo en passant à l'ennemi avec armes et bagages tournis par l'Espagne. Tel est, sans doute, le heureux événement qu'annonçait le dictateur général en chef, à son retour du Maroc, pour un avenir très prochain. Le résultat de la politique pratiquée au Maroc par Primo, le voilà : il aboutit à une nouvelle trahison du fidèle ami des Espagnols.

Entre temps, à un envoyé du Journal, Abd-el-Krim avait fait les plus curieuses déclarations : exposant la plus simple des politiques, il se plaignait que ses ouvertures à la France aient été si mal accueillies. Citoyen français, je n'ai aucun moyen de vérifier les assertions du chef rifain; mais, j'ai le droit de réclamer de mon pays une politique. Laissons Primo à ses redondances et cherchons l'intérêt de la France.

L'Espagne, impuissante à pacifier le Maroc, renonce en fait à exercer le mandat que lui a confié l'Europe. Battue, mais contente, trahie, mais fière de l'avoir tant de fois été, elle apparaît à tout observateur sans passion définitivement incapable d'aucune entreprise civilisatrice militaire. Vaincue, elle laisse un désordre accru aux lieux mêmes où elle avait mission d'organiser la paix. Ce bilan très simple — et très onéreux pour elle — ne prouve qu'une chose, du point de vue français : c'est que l'Espagnol est un voisin indésirable au Maroc.

Respectueux des paroles données, nous ne saurions intervenir en ces démentés avec le Rif. Elle a cassé les pots... elle les paiera seule. Mais nous avons intérêt à n'avoir pour voisins, au Maroc, que des tribus pacifiques. Ne comptons pas sur Primo de Rivera pour les pacifier : ce serait compter sur la lune. Abd-el-Krim, en revanche, s'offre à organiser, avec le concours de la France, une république respectueuse de l'autorité de l'unique Sultan du Maroc et des frontières qui lui seront signifiées. Allons-nous négliger cette offre de paix, cette occasion d'apaiser une agitation capable de dégénérer demain soit en guerre sainte, soit en entreprises communistes ? J'entends bien qu'affirmer ne suffit point. Abd-el-Krim doit

donner à la France des preuves de sa sincérité qui ne soient pas seulement oratoires. On ne lui fournira ni armes, ni matériaux de construction, si il doit s'en servir un jour pour construire des fortifications ou pour déclencher de nouvelles campagnes. Mais pour qu'il fournisse de tels gages, encore faut-il les lui demander. Opposer le silence à ses requêtes, est impolitique. Mépriser ses offres, est insensible. Quant à Abd-el-Krim, que ne s'adresse-t-il à la Société des Nations ?

J'ai déjà dit ici qu'il serait dangereux de conclure quoi que ce soit avec l'annexionniste Primo de Rivera. On ne traite pas des accords internationaux avec un chemineau qui passe et ne sera plus là demain, quand son pays dégrisé l'aura désavoué. Jusqu'à preuve du contraire, je tiens Abd-el-Krim pour plus loyal que ce Primo dont le premier acte de gouvernement fut un geste de reniement à l'égard de cette Catalogne, sans le concours de laquelle il ne serait jamais arrivé à ses fins dictatoriales.

**

Le martyre de la Catalogne n'est pas achevé. A Barcelone, Primo est sûr que si on le laisserait même pas que l'on prononce le mot *séparatisme*. Le mot séparatisme est propice à ses desseins. Vraiment, il ne sera pas difficile d'accuser de séparatisme quiconque ne pensera point comme Primo de Rivera. Les Castilles nous sont ouvertes. Nous le savons, Etranger à l'Espagne et à la Catalogne, il ne m'est pas pénible d'affirmer que je ne me sens aucun droit d'encourager un peuple à se détacher d'un autre, plutôt qu'à l'épouser. Mais, j'observe que le séparatisme en Irlande, comme en Catalogne, se manifeste comme un prosélytisme mystique. Il n'existait que dans l'esprit de quelques exaltés avant l'avènement de Primo. Les persécutions dont il fut l'objet l'ont développé. rrus l'arbitraire se prolongera, plus long œcumèrera le sornieil du libéralisme, plus le mouvement séparatiste s'accroîtra. C'est le Directoire qui avive les fureurs séparatistes. C'est lui qui, demain, ensanglantera la Catalogne, en faisant des martyrs, en alimentant le mysticisme des enthousiasmes, en rendant intolérable le régime de déliance et de vexation qui sévit à l'heure présente.

Le plus dangereux des séparatistes catalans, pour l'Espagne autant que pour la Catalogne elle-même, c'est Primo de Rivera.

F. JEAN-DESTHIEUX.

Le romancier et le roi

LA VÉRITÉ EN MARCHÉ

A titre documentaire, nous sommes heureux de reproduire ci-dessous l'article de M. Blasco Ibanez, dans la traduction française qui nous a été envoyée.

Ce qu'on appelle « l'affirmation de sentiments monarchiques » provoquée en Espagne par ma brochure sur Alphonse XIII, me fait, avec toutes ses bruyantes protestations, éprouver la satisfaction que ressent le tireur, quand il constate qu'il a mis en plein centre de la cible.

Les autorités nommées par le Directoire dans chaque province recueillent des signatures pour l'adresse rédigée en l'honneur de l'associé de Pedraza, de l'hôte de Cornuché et du protecteur de Marquet. Elles font aussi signer par les dames une autre adresse en l'honneur de la reine, à qui nul n'a fait allusion, et que je n'ai mentionnée qu'une fois dans mon livre en parlant avec respect de la femme et en louant le pays dont elle est originaire.

Cette parade de sentiments monarchiques a fini par prendre un air carnavalesque.

Le chapitre de la cathédrale de Barcelone, pour protester plus efficacement contre l'impie Blasco Ibanez, « l'ennemi de la patrie », nommé de nouveau Alphonse XIII chanoine honoraire de cette cathédrale. Le Conseil Municipal de Madrid et d'autres Conseils Municipaux de villes importantes confèrent au roi et à la reine la dignité d'Acadème honoraire. Ces Conseils Municipaux ne font que rendre service pour service. Aucun des Conseils Municipaux qui existent en Espagne, n'a été élu par le peuple. Ils doivent leur nomination à la faveur du monarque qu'ils célèbrent maintenant.

Jusqu'ici, le chœur des thuriféraires de la tyrannie dont l'Espagne est victime, n'a su que crier : « Vive le Roi ! », sans justifier aucun des actes blâmables et immoraux que la majorité des Espagnols lui impute tout bas et que moi, je me suis borné à publier dans mon livre, pour qu'ils fussent connus du monde entier.

Les constructeurs du Métropolitain de Madrid ont avoué que le roi est leur associé, tout en déclarant qu'il a fait ainsi preuve d'un grand patriotisme. C'est un progrès. Il y a deux ans, ceux qui insinuaient tant soit peu que le roi participait peut-être à cette entreprise, étaient menacés d'être poursuivis pour crime de lèse-majesté.

En revanche, les directeurs de la Compagnie Transméditerranéenne de Navigation ont mieux aimé garder un silence discret. Ils n'ont pas nié qu'Al-

phonse XIII possédât trois mille actions de leur société et figurât depuis des années sur leurs registres sous un nom supposé. Leur mutisme prouve qu'ils comprennent tout ce qu'il y a d'immoral dans une pareille affaire.

Même s'ils prétendaient que des actions ont été non pas données toutes libérées au roi, mais réellement payées par lui, — ce qu'il leur serait facile de prouver en apparence, parce qu'ils peuvent maquiller, comme ils veulent, les registres de leur Société, — celui qu'on appelle le second de Primo de Rivera, n'en paraîtrait pas moins un monarque vénal et un brasseur d'affaires. La Compagnie Transméditerranéenne est chargée d'un service public, touche pour s'en acquitter une subvention de l'État s'élevant à plusieurs millions, et le fait que le roi figure parmi ses principaux actionnaires, constitue bel et bien une protection accordée à une entreprise mercantile, qui comporte naturellement des actes de favoritisme et des pourboires d'une nature spéciale. Le jour où cessera la funeste guerre du Maroc, la Compagnie Transméditerranéenne, qui vit seulement grâce à l'appui du roi, verra ses opérations prendre fin, et le roi Alphonse XIII ne recevra plus de dividendes pour ses trois mille actions. Voilà pourquoi il désire que la guerre dure longtemps, — très longtemps, — comme n'importe lequel de ces mercantis qui peuvent vendre du riz avarié et des souliers de carton pour l'armée, grâce aux pourboires qu'ils donnent à certains généraux.

Le chœur des thuriféraires de la monarchie n'a rien dit non plus pour nier les relations d'amitié de leur souverain avec les propriétaires des tripots espagnols ou étrangers, avec les trafiquants dignes du bagne et avec les requins de la finance qui, forts de la protection royale, se préparent à dévorer les richesses de l'Espagne.

Les défenseurs de la monarchie trouvent l'étroitesse de leur cerveau en ne trouvant que deux arguments. Nous tous qui censurons la façon de gouverner de ce gavroche ignorant, audacieux et ocreux, nous sommes de mauvais Espagnols, des ennemis de la patrie, comme si la grande patrie espagnole, qui n'est pas seulement en Europe, mais embrasse la moitié du monde où elle comprend vingt peuples qui parlent notre langue, était incarnée dans ce pauvre garçon aux jambes d'échassier, sportsman admiré par ses adulateurs, artisan de désastres pour la nation, toujours en quête de spéculations nouvelles, qui, physiquement et intellectuellement, nous offre une sorte de résurrection de Charles II l'Ensoreclé, mais en étant plus bavard et encore plus funeste que lui.

La seconde injure qu'on lance spécialement contre moi, c'est que, si j'attaque le roi, c'est « pour gagner de l'argent ». Et si j'étais plus riche qu'Alphonse XIII ?

...Si l'on compare nos dépenses et notre façon de vivre à tous deux avec ce que chacun de nous deux gagne par an, moi en travaillant et lui sans rien faire, on trouvera que le romancier est beaucoup plus riche que le roi.

Ce qu'il y a de plus honteux dans la décadence où est tombée une certaine partie du peuple espagnol, c'est sa bassesse d'âme, sa misère intellectuelle, qui lui font soupçonner des visées d'intérêt pécuniaire et une spéculation secrète et mystérieuse dans tout acte désintéressé, dont elle est incapable de comprendre la générosité. Quand on voit pareille chose, il semble impossible que notre peuple soit celui de don Quichotte, celui de tant de grands écrivains et d'illustres hommes d'action qui ont mené une vie d'aventuriers héroïques. La monarchie, par cinquante ans d'une éducation moitié monacale, moitié tauromachique, a donné à ses partisans une mentalité de cuisinière qui ne voit dans tout qu'un moyen de faire danser l'anse du panier.

Un jour, quand on pourra parler sans compromettre personne, je conterai tout ce que j'ai dépensé de ma fortune personnelle dans ces derniers mois, pour arracher notre pays à son avilissement actuel. Nous verrons alors si un monarchiste a dépensé pour la défense de la monarchie ce que j'ai donné et ce que je continuerai à débours pour sauver la liberté et la dignité de ma patrie.

Je ne suis pas aussi riche que bien des gens le croient, mais j'ai acquis par mon travail une fortune qui est considérable pour moi, parce que j'ai des goûts modestes et que ma façon de vivre est relativement simple. Cette fortune, je l'ai gagnée toute entière par ma plume, depuis la première peseta jusqu'à la dernière. Je puis en justifier la provenance, dollar par dollar.

Le produit des éditions espagnoles de mes livres, ce n'est pas moi qui le touche; il y a des années que je l'ai abandonné à ma famille; toute ma fortune actuelle, je la dois au public des pays étrangers. Mon représentant aux Etats-Unis, qui est *The Foreign-Press Service* de New-York peut fournir le relevé exact de tout ce que j'ai gagné dans les pays de langue anglaise avec mes livres imprimés et les adaptations de mes romans pour le théâtre et pour le cinéma. En France, mes éditeurs, Calmann Lévy et Flammarion, peuvent fournir des comptes de même nature, comme aussi mes autres éditeurs, en Italie, en Hongrie, en Allemagne, en Tchécoslovaquie, au Japon, etc... Je suis prêt à accepter le jugement d'un tribunal formé par les monarchistes les plus sots et les plus obtus de l'Espagne, ceux dont la stupidité est la plus notoire. Je leur soumettrai un relevé de ce que je possède (ce qui n'est pas une petite affaire), et des maisons étrangères dont l'honorabilité est reconnue partout, feront connaître avec pièces à l'appui, toutes les sommes qu'elles m'ont remises pour mes travaux littéraires, depuis le premier dollar jusqu'au dernier.

Je suis certain qu'Alphonse XIII et la majorité de ses partisans n'auront pas le courage de se soumettre à pareille épreuve. Le roi d'Espagne actuel n'acceptera point une révision de ses comptes personnels faite par un tribunal international composé de personnages d'une impartialité notoire. Il lui faudrait expliquer bien des recettes extraordinaires, et de même que je suis prêt à faire comparaître les éditeurs qui me paient mon travail, il serait obligé de citer les Pedraza, les Marquet, la Compagnie Transméditerranéenne et autres associés que la résistance des gouvernements précédents a empêchés de réaliser leurs projets, mais qui n'en avaient pas moins préparé des combinaisons désastreuses pour le pays.

Cette fortune personnelle, je l'ai acquise par mon travail, je l'emploierai au profit de la liberté et de la dignité de l'Espagne. Nous autres, les mauvais Espagnols, nous dépensons notre argent pour défendre notre patrie. C'est la seule chose que nous puissions faire pour nous distinguer de ces « bons patriotes », défenseurs d'Alphonse XIII, qui durant toute leur existence ont vécu aux dépens de l'Espagne, tantôt directement, ce sont les fonctionnaires qui touchent double paie, traitements et pourboires, tantôt indirectement, ce sont ceux qui manipulent l'opinion publique pour pouvoir faire des affaires.

Nul ne défend comme nous l'honneur de l'Espagne. Grâce à nous le peuple espagnol aura gardé une attitude digne devant les historiens de l'avenir.

Il y aurait quelque chose de pire que la triste situation de l'Espagne aujourd'hui si arriérée, que les spéculations d'Alphonse XIII, que la déroute d'Anmal préparée par sa sottise présomptueuse, que le repli désastreux de Primo de Rivera vers la côte, ce serait, éventualité inouïe et vraiment horrible, que l'Espagne vécût comme elle vit actuellement sans qu'à l'étranger un seul Espagnol élevât la voix au nom de la Patrie enchaînée et condamnée au silence.

Heureusement pour la dignité nationale, nous autres, formant un groupe d'Espagnols qui ont toujours été plus estimés à l'étranger qu'Alphonse XIII et son cortège de généraux ignares, nous avons préféré les nobles amertumes de la proscription aux plaisirs vulgaires et honteux d'un Madrid soumis au régime tsariste, et nous protestons, de l'autre côté des Pyrénées, pour que le monde sache qu'il y a encore deux Espagnes, comme il y en a eu deux dans la grande guerre européenne.

L'une, c'est l'Espagne des germanophiles, celle du comédien Alphonse XIII qui a trompé tout le monde, celle des généraux matamores dont les raclées et la déroute sont perpétuellement le lot, celle du fanatisme et de l'ignorance qui maintenant dansent et